

EDITORIAL

Exclus

LA hausse des salaires fait partie des trois gros dossiers du round de dialogue social ouvert le 26 mars dernier, avec la réforme des retraites et la loi sur la grève. Les syndicats insistent particulièrement sur le point des salaires, vu le renchérissement du coût de la vie de ces dernières années. Le sujet donne des sueurs froides au patronat, qui a également essuyé une montée vertigineuse des coûts des intrants, en raison des crises qui se suivent depuis 2020 (Covid, guerres, montée des tensions géopolitiques...).

Les enseignants-chercheurs et les profs du primaire-secondaire, en plus des travailleurs des médias, sont les derniers à avoir obtenu des augmentations, décrochées au forceps (en 2022 et 2023), suite à la révision de leurs statuts respectifs. D'autres corps de métier attendent leur tour, et ne comptent pas se laisser faire. Les profs entendent faire valoir leur droit à une nouvelle revalorisation, dans le cadre du dialogue social en cours. Ils seraient même prêts à réenclencher un bras de fer avec le gouvernement. Des rumeurs de grève commencent à circuler à ce propos, faisant planer le cauchemar vécu par les parents tout au long des derniers mois.

Bref, chacun va tirer de son côté, et utiliser tous les moyens possibles pour sortir gagnant des négociations. Mais il est une catégorie qui est toujours exclue, celle des retraités, alors qu'elle pâtit elle aussi de tous les désagrégements de la conjoncture. La montée en flèche des prix des dernières années (alimentation, transport, eau & électricité...), elle en a été touchée de plein fouet, à l'instar des autres catégories. Les petites pensions sont encore plus malmenées, et elles sont majoritaires, surtout dans le privé. A la CNSS, par exemple, près de 7 pensionnés sur 10 touchent moins de 2.000 DH par mois.

Des pensions gelées, pas vraiment d'avantages en nature ni de privilèges particuliers... les seniors marocains ont la vie dure. Qui pense à les défendre? □

Ahlam NAZIH

Regazéification

Bientôt la 1re plateforme

■ C'est Nador West Med qui va l'abriter

■ Au total, 3 seront construites

■ Dakhla connectée aux réseaux sénégalais et mauritanien et au gazoduc Nigéria-Maroc



Page 4

RIK

Pourquoi la justice enquête sur 2M?

UNE enquête judiciaire sur 2M est en cours. Plusieurs personnes ont été entendues au sujet de la gestion de la chaîne basée à Casablanca. Pour l'heure, aucune accusation formelle n'a été émise contre quiconque. Le juge d'instruction a toutefois décidé la fermeture des frontières contre un certain nombre de personnes. Par ailleurs, une asso-

ciation de protection de deniers publics est entrée en ligne. Elle a demandé l'élargissement des investigations à des personnes en lien avec la gestion ou à des sociétés de production audiovisuelle ayant fait affaire avec 2M. □

Pages 2 & 3

Maroc-Belgique

Les opportunités d'investissement

Pages 6 & 7

Afrique Atlantique

Les enjeux d'un méga-chantier

Page 5